

Le ralentissement de l'économie bretonne se confirme en 2024

Dans un contexte économique et politique instable, l'économie bretonne connaît un nouveau ralentissement en 2024, après une année 2023 déjà marquée par un moindre dynamisme qu'en 2022. Le chiffre d'affaires augmente encore dans les services marchands, mais il se stabilise dans l'industrie et diminue légèrement dans la construction. L'activité mesurée par le nombre d'heures rémunérées progresse en 2024, mais moins qu'en 2023.

Malgré cette relative atonie, l'économie bretonne parvient à créer 4 200 emplois salariés en 2024, cette hausse de 0,3 % étant cependant bien en deçà de celle observée en 2023 (+1,3 %). Elle affiche également le plus faible taux de chômage des régions françaises, à égalité avec celui des Pays de la Loire, avec 5,9 % de la population active. Le solde commercial de la Bretagne avec l'étranger se redresse, malgré une contraction des échanges. Autre indicateur plutôt favorable : le nombre d'entreprises créées en Bretagne en 2024 est le plus élevé depuis le début du XXI^e siècle et cette augmentation concerne tous les types d'entreprises, tous les secteurs d'activité et s'observe dans les quatre départements de la région. De même, dans le prolongement des fortes hausses de prix en 2022 et 2023, les productions agricoles restent bien valorisées en 2024. Enfin, la Bretagne couvre près d'un tiers de sa consommation électrique et la production d'énergies renouvelables continue de progresser.

Toutefois, d'autres indicateurs économiques révèlent un manque de vigueur de l'économie régionale. En premier lieu, une hausse de 3,3 % du nombre de demandeurs d'emploi sans activité, du même ordre que celle observée au niveau national. Ensuite, une conjoncture encore dégradée dans la construction, même si les baisses de logements autorisés et mis en chantier sont de moindre ampleur qu'en 2023. S'y ajoute la poursuite de l'augmentation des défaillances d'entreprises, même si la hausse est moins prononcée que les deux années précédentes. Enfin, 2024 marque un repli de la fréquentation touristique après deux années records.

Une économie régionale au ralenti

Amorcé en 2023, le ralentissement de l'économie bretonne se confirme en 2024. Dans le secteur des services marchands, particulièrement dynamique en Bretagne sur les dernières années, le chiffre d'affaires augmente de 2,6 % en 2024 contre 4,5 % en 2023 et cette progression est essentiellement portée par une hausse des prix de vente. Le chiffre d'affaires dans l'industrie se stabilise (-0,1 % contre +5,2 % en 2023), la plupart des sous-secteurs enregistrant une légère croissance, à l'exception de la fabrication de matériels de transport impactée par une nette baisse de la demande. Le secteur de la construction présente un léger recul de son chiffre d'affaires (-0,8 %), alors que ce dernier était en croissance de 3,8 % en 2023. Toutefois, par rapport aux prévisions formulées par les entreprises auprès de la Banque de France, le secteur de la construction résiste mieux qu'envisagé, la baisse de chiffre d'affaires constatée dans le gros œuvre et le second œuvre étant en partie compensée par une hausse dans les travaux publics.

L'activité augmente faiblement en 2024

Mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les employeurs à leurs salariés, l'activité en Bretagne était pour chaque mois de l'année 2023 supérieure à celle du même mois de l'année 2022 ► [figure 1](#). C'est encore le cas en 2024 par rapport à 2023, sauf pour les mois de juin et de novembre, mais avec des différentiels d'activité bien moindres, signe d'un net ralentissement du dynamisme de l'économie bretonne. Cette même évolution s'observe au niveau national. En 2024, les services marchands et non marchands sont, comme en 2023, les moteurs de l'économie bretonne ► [figure 2](#). À l'inverse, les secteurs de la construction et, à un degré moindre, de l'industrie présentent une évolution de leur

activité beaucoup plus fluctuante, mais sont globalement dans un mouvement baissier déjà observable à la fin du second semestre 2023.

L'emploi salarié progresse légèrement, bien moins qu'en 2023

En 2024, l'emploi salarié dans la région poursuit sa croissance mais à un rythme moins soutenu qu'en 2023 (+0,3 % après +1,3 %), alors qu'il se stabilise au niveau national. La Bretagne se positionne en 2024 au troisième rang des régions métropolitaines pour l'évolution de l'emploi salarié, derrière la Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Fin 2024, la Bretagne compte 1 327 300 emplois salariés, soit 4 200 de plus en un an. Cette hausse est essentiellement portée par le tertiaire marchand hors intérim (+0,8 %), notamment dans l'hébergement-restauration et le commerce. L'emploi progresse également dans l'agriculture, dans le tertiaire non marchand, ainsi que dans l'industrie, du fait en particulier d'un rebond notable dans l'industrie agroalimentaire. Inversement, des emplois sont supprimés dans la construction (-1,1 %). Avec 42 100 emplois fin 2024, l'intérim est à son plus bas niveau depuis 2017, hors période de crise sanitaire.

Une baisse du taux de chômage, mais la hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit

En Bretagne, le taux de chômage s'établit à 5,9 % de la population active fin 2024, en baisse de 0,2 point sur un an comme en France. Il est inférieur de 1,4 point au taux national (7,3 %) et est le plus faible des régions françaises à égalité avec celui des Pays de la Loire.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) augmente pour la deuxième année consécutive pour s'établir à plus de 120 000 personnes. Les inscrits à France Travail en catégorie A, B ou C (sans activité ou ayant exercé une activité réduite, et

tenus de rechercher un emploi) sont également plus nombreux, représentant près de 250 000 personnes fin 2024. Les hausses les plus fortes s'observent dans le département d'Ille-et-Vilaine et concernent particulièrement les jeunes de moins de 25 ans, surtout parmi les demandeurs d'emploi sans activité. Fin 2024, plus de 44 % des demandeurs d'emploi le sont depuis au moins un an. Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue, tandis que celui des nouveaux contrats d'apprentissage se stabilise.

Un rebond des créations d'entreprises et un ralentissement des défaillances

En 2024, 41 700 entreprises ont été créées en Bretagne, dont plus d'une sur trois dans le secteur des services aux entreprises. Ce nombre total de créations est le plus élevé depuis le début du XXI^e siècle. Les créations sont en hausse de 7,9 % en un an, après une année 2023 en légère baisse. Elles augmentent pour tous les types d'entreprises et tous les secteurs d'activité sont concernés par cette dynamique. Cependant, les créations augmentent davantage dans l'industrie (+24,2 %) et dans le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration (+13,7 %).

Les défaillances d'entreprises sont en augmentation pour la troisième année consécutive, mais la hausse (+16,1 %) est moins prononcée que les années précédentes. Le secteur de la construction est le plus impacté, avec une hausse de 30,6 % des défaillances, suivi des secteurs du commerce, transport, hébergement et restauration et des services aux entreprises.

Une forte décreue des importations alors que les exportations marquent le pas

En 2024, le commerce extérieur de la Bretagne poursuit une trajectoire de rééquilibrage amorcée après le pic de déficit enregistré en

2022. Ce redressement repose principalement sur une forte décreue des importations, tandis que les exportations marquent le pas. Les résultats sont contrastés selon les secteurs, les départements et les zones géographiques partenaires. Le premier poste excédentaire reste celui des produits des industries agroalimentaires. L'Union européenne – avec l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la Belgique en tête – représente de très loin la première zone d'échanges hors de France pour la Bretagne.

Les prix des produits agricoles et les coûts de production sont un peu moins élevés en 2024

En 2024, les prix restent globalement élevés dans les filières d'élevage. Le lait et les jeunes bovins se vendent toujours à des prix records, alors que le porc, les volailles et les œufs sont encore fortement valorisés, toutefois moins qu'en 2023. Dans un contexte de forte offre mondiale et de demande plus faible, le prix des céréales est en repli, entraînant la baisse du coût de l'alimentation animale. Les cheptels bovins et porcins continuent de se réduire. Malgré cette baisse, la production de lait s'accroît grâce à l'amélioration de la productivité des vaches. Les abattages de porcins progressent également. Les difficultés demeurent pour le lait bio et les œufs bio de consommation, face à une baisse de la consommation liée à l'inflation. En 2024, la viande de volaille devient la viande la plus consommée en France, devant la viande porcine, alors que la viande bovine perd à nouveau du terrain.

Malgré des signes de reprise, une conjoncture encore dégradée dans la construction

En Bretagne, la conjoncture favorable sur le logement collectif amortit les baisses des autorisations de construction de logements et des mises en chantier. Ainsi, les autorisations de construction de logements neufs continuent de diminuer en 2024 (-3,3 %), mais le repli est nettement plus faible que l'année précédente. Leur nombre reste au-dessus des niveaux enregistrés lors des précédentes crises, notamment en 2009 suite à celle des

subprimes. De même, le nombre de mises en chantier de logements dans la région se replie bien moins fortement en 2024 (-6,0 %) qu'en 2023. Les surfaces de locaux non résidentiels autorisés à la construction sont en augmentation en 2024 en Bretagne. Les ventes de logements neufs repartent à la hausse dans la région, alors qu'elles poursuivent leur baisse au niveau national. Ce mouvement s'accompagne d'une diminution des prix au m² des logements neufs, mettant fin à des années de hausse ininterrompue.

Un repli de la fréquentation dans les campings, les hôtels et les autres hébergements collectifs de tourisme

En 2024, la fréquentation dans les campings, hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme diminue de 5,0 % en Bretagne, alors qu'elle avait atteint des sommets les deux années précédentes. La clientèle résidant en France a été moins présente cette année, tandis que la fréquentation de la clientèle en provenance de l'étranger s'est maintenue. La baisse du nombre de nuitées concerne tous les types d'hébergements collectifs de tourisme. Les hébergements proposés via des plateformes en ligne enregistrent pour leur part une hausse de leur fréquentation.

Les immatriculations de véhicules diminuent, le trafic aérien augmente légèrement

Après un rebond en 2023, les immatriculations de véhicules neufs sont en baisse en 2024, dans des proportions équivalentes en Bretagne et au niveau national (-2,7 %). Dans la région, elles sont inférieures de 21 % à leur niveau de 2019, avant la crise sanitaire. La croissance des ventes de véhicules à motorisation électrique marque un net ralentissement en 2024. Toutefois, représentant 19,4 % des immatriculations, leur part se situe à un niveau plus élevé qu'en France.

Avec 1,47 million de passagers, le trafic aérien augmente modérément en Bretagne en 2024 (+2,1 %). Il reste nettement inférieur à son niveau d'avant la crise sanitaire, contrairement à ce qui est observé au niveau national.

En 2024, le transport routier de marchandises est en croissance en Bretagne, avec une part du trafic au sein de la région de plus en plus élevée.

La Bretagne couvre près d'un tiers de sa consommation électrique et la production d'énergies renouvelables continue de progresser

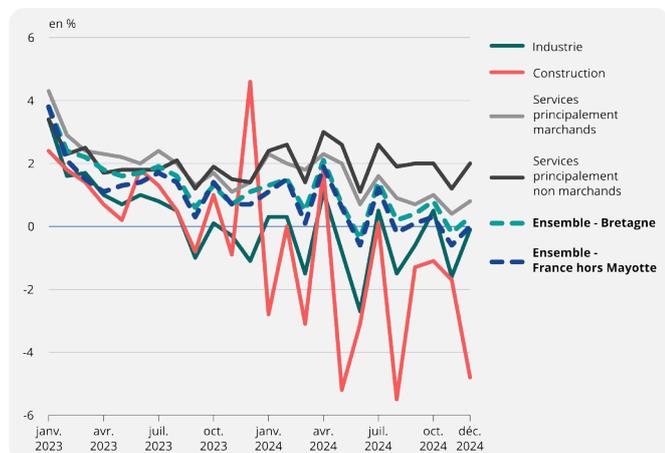
En 2024, la Bretagne produit 31 % de sa consommation électrique, contre moins de 15 % en 2015. L'augmentation notable de la couverture énergétique sur cette période résulte de la hausse de la production, alors que la consommation est stable. Les trois quarts de cette production électrique sont issus des énergies renouvelables (éolien, hydraulique, solaire et bioénergies). Dans la région, la production solaire continue d'augmenter, mais l'éolien est l'énergie renouvelable la plus productive grâce notamment au parc éolien en mer de la baie de Saint-Brieuc, totalement opérationnel depuis mai 2024. La consommation brute de gaz augmente ; elle est couverte à hauteur de 6 % par une production renouvelable en forte croissance. ●

Auteur :
Jean-Marc Lardoux (Insee)

Avertissement

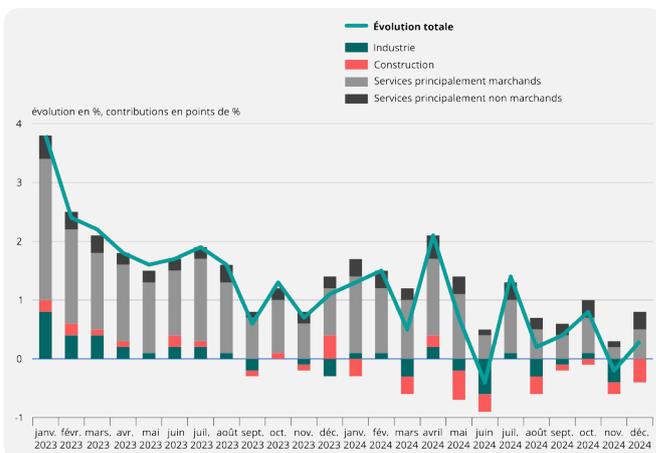
En décembre 2023 et janvier 2024, dans le secteur de la construction, la variation des heures rémunérées n'est pas représentative de la variation de l'activité qu'elle est censée illustrer. Les heures rémunérées dans la construction sont, dans quasiment toutes les régions, par rapport au même mois de l'année précédente, en forte augmentation en décembre 2023 et en forte baisse en janvier 2024. Ces évolutions viennent du fait que, dans la construction, les congés des salariés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur mais par des caisses indépendantes et ne sont donc pas pris en compte. Or le positionnement des vacances scolaires a entraîné davantage de congés en janvier 2024 qu'en janvier 2023.

► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente – Bretagne



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Champ : Secteur privé hors secteur agricole.
Source : DSN - traitement Insee.

► 2. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente – Bretagne



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Champ : Secteur privé hors secteur agricole.
Source : DSN - traitement Insee.

Contexte national

En France, le pouvoir d'achat des ménages a accéléré en 2024 mais le PIB a ralenti

Pas de reprise franche en zone euro, les décalages conjoncturels persistent

En 2024, l'activité aux États-Unis est restée soutenue (+2,8 % après +2,9 % en 2023), tandis que la zone euro n'a pas connu de réelle reprise (+0,8 %, après +0,6 % en 2023). Pourtant, en 2024, le commerce mondial a bien rebondi et le pouvoir d'achat des ménages européens a fortement accéléré à la faveur de la désinflation. Mais les exportateurs du Vieux Continent ont continué de perdre des parts de marché, englués dans des coûts de l'énergie prohibitifs et face à une concurrence chinoise exacerbée, tandis que les ménages européens ont préféré épargner leur surcroît de revenu, étouffant les espoirs d'une reprise rapide par la consommation.

Si l'économie espagnole a continué de tirer son épingle du jeu sur l'année (+3,2 % après +2,7 %), l'activité est restée à l'arrêt en Allemagne (-0,2 % après -0,1 %) et a ralenti en Italie (+0,5 % après +0,8 % en 2023). Depuis 2019, l'activité a progressé de 6,8 % en Espagne et de 4,2 % en France, portée dans les deux cas par le commerce extérieur

et, sur le plan intérieur, par la consommation des ménages et des administrations publiques. Elle a progressé de 5,4 % en Italie, uniquement du fait de l'investissement des ménages en construction qui a été soutenu par d'importantes subventions de l'État, au prix d'un déficit public élevé. En Allemagne enfin, l'activité n'a pas progressé en cinq ans (+0,2 %), pénalisée notamment par le commerce extérieur ► [figure 1](#).

En France, le PIB et l'emploi ont ralenti en 2024

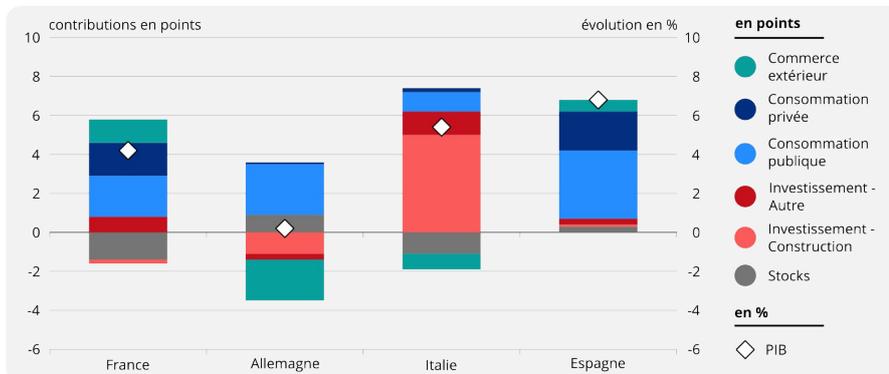
En France, en 2024, l'activité a ralenti : le PIB (en volume) a progressé de 1,2 % en données brutes (+1,1 % en données corrigées des jours ouvrables), après une croissance de +1,4 % en 2023 (+1,6 % en données corrigées des jours ouvrables). La production de services marchands augmente de 2,1 % en 2024 (après +2,7 % en 2023). L'année 2024 a été marquée par la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, qui ont dynamisé la production de services récréatifs, notamment via la vente des billets aux

spectateurs. La production de services d'information-communication est également soutenue par cet événement, via la diffusion des signaux internationaux de radio et de télévision, mais continue néanmoins à ralentir (+3,4 % après +5,9 %). La production en services d'hébergement-restauration ralentit également, tout comme la production de services de transport : si ces secteurs ont pu ponctuellement bénéficier de la tenue des Jeux durant la fin de l'été, la saison touristique estivale a globalement été terne. Par ailleurs, la production en énergie augmente de nouveau, sous l'effet de la hausse de la production d'électricité des centrales nucléaires.

À l'inverse, la production agricole se replie (-2,4 %), sous l'effet d'une chute des productions céréalières et viticoles en raison de conditions climatiques défavorables. La valeur ajoutée de la branche agricole se replie de façon nettement plus marquée (-14,8 % en volume), les consommations intermédiaires de la branche étant par nature moins volatiles que sa production. Les mauvaises récoltes ont ainsi ôté 0,2 point de croissance en 2024. La production manufacturière a également baissé (-0,9 %), pénalisée par la production d'automobiles, en forte baisse en 2024, en raison notamment de problèmes d'approvisionnement et de la transition vers l'électrique de plusieurs chaînes de production. Enfin, la production se replie également dans le secteur de la construction (-1,8 %).

En 2024, l'emploi salarié a nettement ralenti, se stabilisant sur un an en fin d'année (soit 6 000 créations nettes d'emplois entre fin 2023 et fin 2024) après une hausse de 0,6 % un an plus tôt (soit 159 000 créations nettes d'emplois entre fin 2022 et fin 2023). Le taux de chômage au sens du BIT s'est établi en fin d'année à 7,3 % de la population active, en légère baisse sur un an (il s'établissait à 7,5 % fin 2023). Il se situe légèrement au-dessus de son point bas de 7,1 %, atteint aux 4^e trimestre 2022 et 1^{er} trimestre 2023, et demeure nettement inférieur à son pic de mi-2015 (10,5 %).

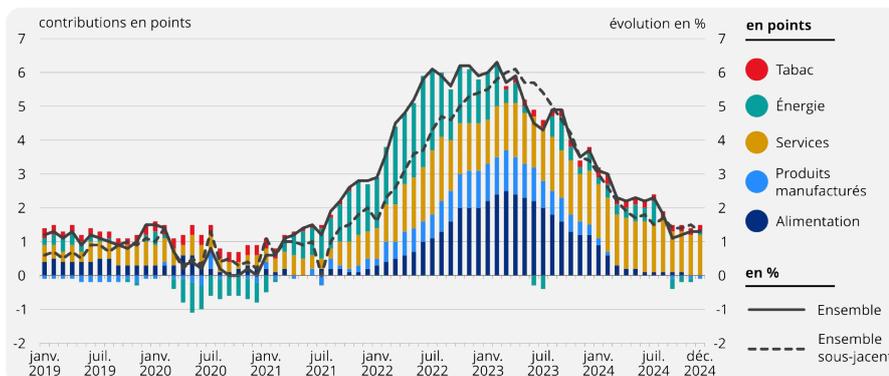
► 1. Contributions à la croissance du PIB depuis 2019 dans les principales économies de la zone euro



Lecture : En Allemagne, l'activité a progressé de +0,2 % entre 2019 et 2024. Le commerce extérieur a contribué à cette croissance à hauteur de -2,1 points.

Source : Eurostat.

► 2. Inflation en France et contributions par poste



Lecture : En décembre 2024, l'inflation d'ensemble s'établit à 1,3 % sur un an. Les services contribuent pour +1,2 point à l'inflation d'ensemble.

Source : Insee.

L'inflation reflue, le pouvoir d'achat accélère soutenu par les prestations sociales

Le glissement annuel des prix à la consommation en France, après être resté sur un plateau autour de +6 % en 2022 pendant près d'un an, a nettement reflué en 2023 et début 2024. Il s'est stabilisé au printemps 2024, oscillant entre +2,2 % et +2,3 % entre mars et juillet, avant de repartir à la baisse durant l'été, du fait du reflux de l'inflation énergétique et des services, notamment dans les télécommunications ► [figure 2](#). En fin d'année, l'inflation s'établissait à +1,3 % sur un an. En moyenne annuelle en 2024, elle est tombée à +2,0 %, après +4,9 % en 2023 et +5,2 % en 2022.

En ce qui concerne les rémunérations, le salaire moyen par tête (SMPT) dans les

branches marchandes non agricoles et le salaire mensuel de base (SMB, qui correspond à la composante sous-jacente du SMPT, à côté de la composante conjoncturelle affectée notamment par les versements de prime et les heures supplémentaires) ont nettement décéléré en 2024, avec la prise en compte du reflux de l'inflation dans les négociations salariales : +2,9 % pour le SMB (après +4,3 % en 2023) et +2,6 % pour le SMPT (après +4,1 %). Ce ralentissement est toutefois moins marqué que celui des prix, si bien que les salariés ont regagné du pouvoir d'achat après deux années de baisse. Le SMB réel a ainsi progressé de 0,9 % en 2024, le SMPT réel de 0,6 %.

En 2024, le revenu disponible brut (RDB) de l'ensemble des ménages progresse de +4,8 % en euros courants et le pouvoir d'achat du revenu disponible accélère : +2,6 %, après +0,8 % en 2023 ▶ **figure 3**. Les prestations sociales en espèces sont le premier facteur de hausse, en contribuant pour 2,2 points à la hausse du revenu. Ce dynamisme repose largement sur les prestations retraite, qui augmentent de nouveau fortement. Les revenus d'activité nets contribuent pour 1,7 point à la hausse du revenu. Les revenus du patrimoine (corrégés de l'effet des SIFIM¹) contribuent pour 1,2 point à la hausse du pouvoir d'achat, malgré un ralentissement. Enfin, les montants d'impôts collectés sur le revenu et le patrimoine augmentent de 2,7 %, après +2,2 % en 2023.

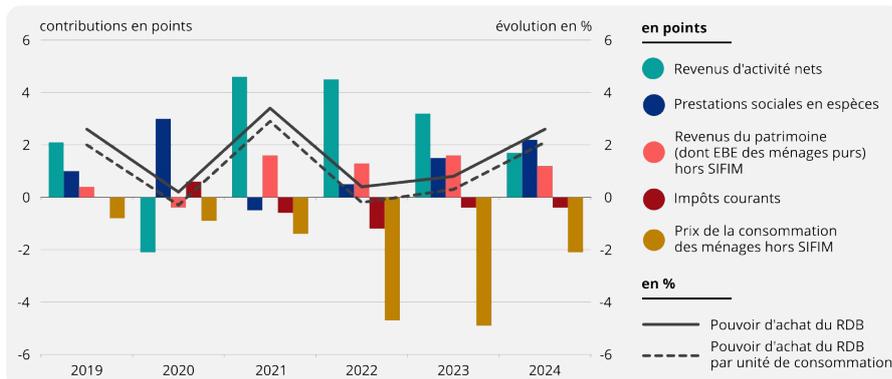
La consommation accélère mais le taux d'épargne continue d'augmenter

La consommation des ménages accélère en 2024 (+1,0 % en volume après +0,6 % en 2023), mais progresse moins rapidement que leur pouvoir d'achat, si bien que le taux d'épargne des ménages augmente à 18,2 %, après 17,0 %, et reste à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2009 et 2019.

La consommation en biens se replie de nouveau, mais moins fortement qu'en 2023 (-0,2 %, après -1,7 %). Après deux années de net recul du fait de l'inflation, la consommation en produits alimentaires (hors tabac) tend à se stabiliser (-0,3 %, après -3,0 % en 2022 et 2023). Également très marquée par l'inflation, la consommation en biens énergétiques rebondit modérément en 2024, principalement du fait de la consommation en produits raffinés, dont les prix reculent légèrement en 2024. À l'inverse, la consommation de biens fabriqués marque le pas, pénalisée par un léger recul des achats de voitures après une forte hausse en 2023.

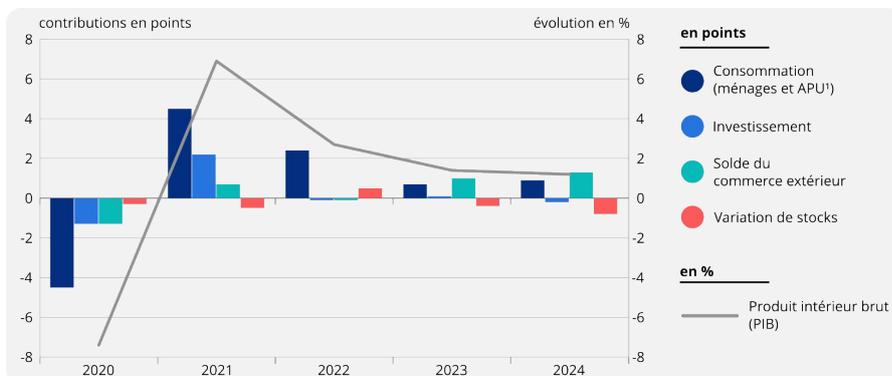
La consommation en services augmente de 2,2 % en 2024, soit un rythme proche de celui de l'année précédente (+2,6 %). Elle est dynamisée par les dépenses en services de loisir, avec notamment les achats de billets pour les Jeux Olympiques et Paralympiques. À l'inverse, les dépenses en services de transport et en hébergement-restauration ralentissent. Enfin, les dépenses des touristes étrangers en France ont été plus dynamiques que celles des Français à l'étranger, probablement portées par la tenue des Jeux.

► 3. Contributions à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) des ménages hors effet des SIFIM et évolution annuelle du pouvoir d'achat du RDB des ménages



Lecture : En 2024, les revenus du patrimoine (hors effet SIFIM) contribuent pour +1,2 point à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM.
Source : Insee, comptes nationaux.

► 4. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



1 : Administrations publiques.

Lecture : En 2024, la croissance du PIB est de 1,2 %. La consommation des ménages et des APU contribue pour 0,9 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.

L'investissement se replie

En 2024, l'investissement diminue de 1,1 % en volume, après +0,4 % en 2023. L'investissement des ménages est en net recul pour la troisième année consécutive (-5,4 %), entraîné par la baisse de l'investissement en construction et par celle des achats de biens immobiliers. L'investissement des entreprises non financières se contracte (-2,2 %), contraint notamment par le renchérissement du coût du crédit. L'investissement des entreprises non financières en biens d'équipement chute (-10,4 %), tout comme l'investissement en construction (-5,8 %). L'investissement en services marchands ralentit (+2,4 %). En revanche, l'investissement public est de nouveau en hausse, progressant de 4,8 % en 2024, après +5,5 % en 2023. Il est porté par l'investissement des collectivités locales, en particulier des communes.

Au total, l'investissement en construction est en baisse de 1,5 % sur l'année. L'investissement en biens se replie de 2,9 %, pénalisé par la chute de l'investissement en biens d'équipement. En revanche, l'investissement en services d'information-communication augmente de +4,2 % après +6,0 % en 2023, notamment en services informatiques.

Le commerce extérieur soutient la croissance

En 2024, les exportations en volume restent dynamiques (+2,5 % comme en 2023), tandis que les importations se replient franchement (-1,2 %, après -0,3 % en 2023). De ce fait, les échanges extérieurs contribuent fortement à la croissance de l'activité en 2024, à hauteur de +1,3 point de PIB ▶ **figure 4**. Cette amélioration provient à la fois de l'énergie, des biens et des services. Les importations énergétiques reculent, principalement en gaz et en pétrole brut. Les importations de biens fabriqués se replient (-2,3 %). Les exportations de biens fabriqués fléchissent de 0,1 %. Du côté des services, les exportations accélèrent nettement (+4,1 %, après +0,1 % en 2023), tandis que les importations marquent le pas (+0,4 % après +8,8 %).

Auteur : Clément Bortoli (Insee)

1 - Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) correspondent à la marge de taux d'intérêt sur les dépôts et sur les prêts des clients bancaires. L'imputation de SIFIM affecte le revenu disponible brut des ménages, ainsi que leur prix à la consommation, mais l'effet global est négligeable sur le pouvoir d'achat.